Rapport mondial UNESCO de suivi sur l'EPT - 2015
ÉDUCATION POUR TOUS 2000-2015 :
PROGRES ET ENJEUX

En 2000, 164 gouvernements se réunissaient à Dakar pour définir six objectifs pour 2015 en faveur de **l'éducation pour tous**. A l'heure du bilan, un rapport de l'UNESCO fait état des avancées réalisées. Si **d'immenses progrès** ont été accomplis, les conclusions sont **décevantes**. L'Éducation pour tous (EPT) n'a pas été réalisée.

Chiffres :

- En 2012, 58 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés dans le monde
- En 2013, 25 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition
- En 2015, 14 % des adultes étaient analphabètes
- Dans plus de deux tiers des pays, la parité d'accès à l'enseignement primaire a été atteinte
- Les enfants les plus pauvres sont quatre fois moins susceptibles que les enfants les plus riches d'être scolarisés

En 2000**,** sous l'égide de l'UNESCO, **six objectifs** à atteindre d'ici 2015 avaient été fixés à Dakar par les gouvernements :

- éducation et protection de la petite enfance ;
- enseignement primaire universel ;
- acquisition de compétences des jeunes et des adultes ;
- alphabétisme des adultes ;
- égalité des sexes ;
- qualité de l'éducation.

Le rapport 2015 de l'UNESCO met en évidence les **progrès qui restent à réaliser** et fournit des **recommandations** pour le nouvel ordre du jour mondial sur le développement durable.

Quel bilan pour l'EPT?

Objectif 1 – Éducation et protection de la petite enfance

- La **mortalité infantile** a diminué de moitié et la **nutrition infantile** progressé de façon considérable. La **scolarisation** des enfants dans l'enseignement préprimaire a également augmenté de presque deux tiers.
- Pourtant, en 2013, 6,3 millions d'enfants sont morts avant l'âge de cinq ans de maladies qu'il est possible de prévenir, et un quart des enfants de moins de 5 ans souffraient de **malnutrition**.

Objectif 2 – Enseignement primaire universel

- L'objectif de Dakar était de faire en sorte qu'en 2015, tous les enfants soient scolarisés dans le monde. En 2012, encore près de **58 millions d'enfants** n'étaient pas scolarisés.
- Les taux nets de scolarisation dans le primaire ont tout de même **considérablement progressé** : de 84 % en 1999, ils sont passés à 93 % en 2015, et dans 17 pays, ils se sont accrus d'au moins 20 points de pourcentage entre 1999 et 2012.
- Cependant, les taux de scolarisation connaissent aujourd'hui une **stagnation**, et **l'abandon scolaire** reste très important : en 2015, un enfant sur six n'aura pas achevé l'enseignement primaire.

Objectif 3 – Compétences des jeunes et des adultes

- Le premier cycle de l'enseignement secondaire a été rendu **gratuit** dans la majorité des 94 pays à revenu faible et intermédiaire. La proportion des élèves accédant au **premier cycle de l'enseignement secondair**e s'est également accrue : de 71 % en 1999, ce taux est passé à 85 % en 2012.
- Les **inégalités** cependant persistent, et se sont même **accrues** : si l'enseignement secondaire s'universalise, ce sont les groupes favorisés qui en bénéficient les premiers.

Objectif 4 – Alphabétisme des adultes

- Les progrès en matière d'alphabétisation sont **très décevants**. Alors que l'objectif de Dakar était d'augmenter de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, le taux d'analphabétisme n'a que légèrement reculé depuis 2000, passant de 18 % à 14 %.
- Par ailleurs, les **écarts entre femmes et hommes** dans le domaine de l'alphabétisme se sont réduits, mais de manière insuffisante. Dans les États arabes par exemple, le taux d'alphabétisme de la population adulte s'élève à environ 78 %, alors que celui des femmes n'atteint que 70 %.

Objectif 5 – Égalité des sexes

Dans l'enseignement primaire, la parité a **considérablement progressé :** elle a été atteinte, ou devrait l'être en 2015, dans plus des deux tiers des pays disposant de données.

- Dans **l'enseignement secondaire**, la parité n'a pas été atteinte dans plus de la moitié des pays.
- Si parmi les enfants non scolarisés, les filles ont plus de risques que les garçons de ne jamais aller à l'école (48 % contre 37 %), elles ont en revanche plus tendance à atteindre les classes supérieures une fois scolarisées.

Objectif 6 – Qualité de l'éducation

- Le **nombre d'élèves par enseignant** a baissé de manière significative dans près de 83% des pays disposant de données.
- Cependant, dans un tiers des pays, plus d'un quart des enseignants du primaire n'ont pas reçu une formation conforme aux normes nationales, et la **pénurie d'enseignants** reste globalement très préoccupante.

Impact du Cadre de Dakar de 2000 au niveau mondial : quelles leçons à tirer ?

Malgré certains progrès, il semble que les objectifs de Dakar aient été **excessivement optimistes**, et n'ont pas permis une accélération majeure des processus déjà en cours. Afin de réaliser les nouveaux objectifs de l'après 2015, la communauté internationale doit tirer les leçons de ses échecs passés.

Pour être atteints, les objectifs nécessitent d'être précis, mesurables, réalistes et pertinents, et la question de l'équité doit être clairement posée afin que personne ne soit laissé pour compte.

- **des cibles précises** : plusieurs des objectifs de l'après 2015 manquent de clarté et de précision dans les concepts employés et les résultats attendus. Ces défauts nuisent à la capacité des gouvernements à fixer des priorités de financement. Par exemple, la stratégie de Dakar relative à la qualité de l'environnement

d'apprentissage n'étant pas assez ciblée, l'action menée à l'échelle mondiale s'est révélée pratiquement inefficace.

- **des cibles mesurables** : certains objectifs définissent des résultats non quantifiables, par exemple concernant les compétences adéquates à l'occupation d'emplois « décents ». Les compétences considérées comme adéquates, tout comme les emplois jugés « décents », varient trop selon les pays pour être mesurés. Le manque de données rend impossible le suivi des actions menées et ne permet pas de cibler au mieux les financements.
- **des cibles réalistes et pertinentes** : des cibles inatteignables sont peu susceptibles de susciter une vraie implication de la part des gouvernements, des donneurs, ou encore des associations et des communautés locales. Par ailleurs, fixer des objectifs difficilement réalistes tels que l'universalité de l'enseignement secondaire empêche de diriger les fonds prioritairement vers l'enseignement primaire. Ceci signifie que tandis que certains élèves n'ont toujours pas accès à l'éducation primaire, d'autres, souvent les plus privilégiés, bénéficient d'une éducation secondaire.
- **une formulation claire des questions d'équité** : certains objectifs sont trop ambigus concernant les groupes ciblés. L'UNESCO fait part de sa préoccupation vis-à-vis du manque de références à la gratuité et à la nature obligatoire de l'éducation secondaire.

Le rapport de l'UNESCO fournit quelques recommandations :

- **trouver de nouveaux moyens de mobiliser l'engagement politique** : le nombre d'organismes internationaux capables d'influencer les politiques nationales en matière d'éducation s'est accru depuis 2000. Cependant, les mécanismes de coordination devant mobiliser l'engagement politique se sont révélés faibles, et l'éducation n'est toujours pas considérée comme une priorité dans les budgets nationaux. La coopération entre les participants du Forum mondial sur l'éducation, qui s'est déroulé à Incheon en mai 2015, nécessiterait d'être renforcée.
- **diversifier davantage les connaissances, les preuves et les expertises :** la prise de décisions nationale doit s'appuyer sur les connaissances, preuves et expertises, dont la disponibilité et la variété ont considérablement augmenté ces quinze dernières années.
- **aller plus loin dans le renforcement des politiques et des pratiques nationales :** il est recommandé d'abandonner la mise en place de plans nationaux pour l'EPT, et d'accorder plus d'importance à l'amélioration des processus déjà existants.
- **mobiliser efficacement les ressources financières :** si entre 1999 et 2012 les dépenses nationales pour l'éducation ont augmenté de 0,8 % du PNB dans les pays à faible revenu, il serait impératif qu'elles soient fortement augmentées, du fait de l'accroissement de la scolarisation et de la nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation. Pour financer cette hausse des coûts, il serait également nécessaire que le niveau de l'aide extérieure soit augmenté.
- **améliorer le suivi des progrès et l'établissement des rapports :** l'accès aux données ainsi que les méthodes de suivi, qui offrent d'intéressantes possibilités pour l'éducation, devraient être encore améliorées.